

B-11-408

1420  
austro-magyaro-bulgares dans la Serbie occupée

UN APPEL  
DES SOCIALISTES SERBES  
AU  
MONDE CIVILISÉ

AVEC PRÉFACE DE  
CAMILLE HUYSMANS

Prix : 30 c.

PARIS

—  
Edition du Comité du Parti Socialiste Serbe en France  
2 bis, rue Malar



B-II-408

Les crimes austro-magyaro-bulgares dans la Serbie occupée

UN APPEL  
DES SOCIALISTES SERBES  
AU  
MONDE CIVILISÉ

AVEC PRÉFACE DE  
CAMILLE HUYSMANS

~~~~~  
Prix : 30 c.  
~~~~~

PARIS

—  
Edition du Comité du Parti Socialiste Serbe en France  
2 bis, rue Malar

SA. RECORDS

E  
66618

## P R E F A C E.

---

La guerre a fait trois peuples martyrs : les Belges, les Serbes et les Arméniens de Turquie.

L'Allemagne a martyrisé la Belgique.

L'Autriche-Hongrie et la Bulgarie ont martyrisé la Serbie.

La Turquie a martyrisé l'Arménie.

Dans les trois pays, l'agresseur s'est attaqué à une population innocente et sans défense.

En Belgique, il a passé au fil de l'épée des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants désarmés.

En Serbie, il a été plus impitoyable encore. Il a fait des victimes par milliers.

En Arménie, sa bestialité n'a pas connu de bornes. Il a tué avec sadisme.

La Belgique a perdu de nombreux civils et elle en perdra encore, sous un régime d'alimentation insuffisante et d'oppression insupportable.

La Serbie a perdu aussi la moitié de ses habitants, et si l'on n'intervient pas immédiatement, les hommes, les femmes et les enfants tomberont comme des mouches.

L'Arménie, hélas, ne saurait compter le nombre de ses victimes. Pourra-t-elle même, après la guerre, faire le relevé de ceux qui ont survécu et qui sont réduits en esclavage ?

Les méthodes de destruction et de meurtre ont été appliquées avec d'autant plus de brutalité et d'impudence que l'on se rapprochait de l'Orient, où l'existence humaine est appréciée à une valeur plus relative.

Les buts des agresseurs n'étaient pas les mêmes.

La généreuse Allemagne de Luthec n'a certainement pas voulu exterminer les Belges. Ceux-ci sont d'abord trop nombreux. Mais elle entendait les punir de leur résistance inattendue. Elle n'était pas une ennemie séculaire. Mais elle a pratiqué la saignée pour terroriser les vaincus et leur enseigner pour l'avenir, la docilité.

La catholique Autriche, elle, n'a fait autre chose que continuer sa politique traditionnelle. L'agression d'hier n'était pas accidentelle. Durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, elle n'a cessé de s'attaquer à un jeune peuple vaillant, parce qu'il a conscience de sa force nationale. Et la

tuerie a été perpétrée avec le but clair de la destruction totale. Dans l'armée impériale, les Serbes d'Autriche ont été envoyés au feu, de préférence, parce qu'on voulait s'en débarrasser, et les Serbes de Serbie ont été affamés ou pendus, internés ou mis aux fers, avec un raffinement cynique.

Et les frères bulgares des cercles dirigeants ont aidé les Autrichiens dans cette tâche immonde. Ils ont voulu se venger des défaites passées et ils sont restés sourds à la voix du sang.

Le but des enfants du Prophète était identique. Ils voulaient aussi, eux, l'extermination d'un peuple. Et, il importe de le dire : ils l'ont accomplie consciencieusement, comme des nettoyeurs expérimentés. Ils n'ont rien épargné. Ils n'ont eu égard ni à l'âge, ni au sexe. Ils ont fait table rase. Ils ont exécuté la parole du sultan Sélim à la lettre. A la violence contre les hommes, ils ont ajouté la bestialité contre les femmes et même contre les enfants. Et les chrétiens d'Allemagne ont assistés, impassibles, à cet égorgement des chrétiens d'Arménie.

En s'attaquant aux êtres humains, l'occupant s'est préoccupé également des choses. Il a voulu ruiner économiquement l'occupé. Il lui a pris les vivres. Il lui a enlevé les machines. Il lui a confisqué les matières premières. Et il a couronné le tout par la déportation de la main-d'œuvre.

On dirait que les grands quartiers généraux des Turcs, des Autrichiens et des Allemands se sont donnés le mot.

Et comment ont-elles justifié ces abominations ?

En Belgique, ils ont inventé la légende des francs-tireurs.

En Arménie, ils ont inventé la légende des complots.

En Serbie, les Autrichiens n'ont rien inventé. Ils ont trop d'imagination pour se complaire aux lourdes fantaisies pseudo-scientifiques du gouvernement allemand. Ils ont, depuis le procès d'Agram, acquis trop d'expérience pour rééditer un subterfuge qui leur a valu le blâme moral de toute l'Europe.

Ils ont agi crânement, sans hypocrisie, et à tout prendre; cette attitude nous paraît plus décente. Ils ont le courage de leurs crimes.

Je ne veux pas rendre responsable de tout cela les peuples d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Bulgarie et de Turquie. Je connais les protestations qui ont retenti aux Parlements de Berlin, de Vienne, de Budapest et de Sofia. Je suis persuadé que des milliers de Musulmans condamnant la politique des Jeunes Turcs et s'il en fallait une preuve je ne citerai que l'émouvante brochure du Bédouin de Haouran Fadez El-Ghoceïn. Mais il est important que les socialistes au moins, dans les pays centraux, sachent et agissent. C'est pourquoi mes camarades de Serbie et d'Arménie ont jugé utile d'agir comme nous l'avons fait en Belgique ; ils dénoncent à ce qui reste du monde civilisé ce qui s'est passé et ce qui se passe, et ils font appel tout au moins à la solidarité de ceux qui se réclament d'un même idéal d'humanité et de justice.

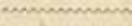
Et si on leur répond que de l'autre côté de la barricade, il est

également des situations déplorables. Si on leur répond, comme il m'a déjà été répondu, que des prisonniers auraient été maltraités ailleurs, nous déclarons tous très nettement que la protestation socialiste doit viser les méfaits des uns aussi bien que les crimes des autres. Je repousse, quant à moi, le mot : « Krieg ist Krieg », « la guerre est la guerre ». Cette phrase n'est qu'une forme larvée de la lâcheté morale.

Les socialistes n'ont pas le droit de se désintéresser du sort d'autres êtres humains. C'est pourquoi je remercie mes amis Popovitch, secrétaire du Parti socialiste Serbe, et Katzlerovitch, député de la Skoupchtina, d'avoir écrit la présente brochure, à l'intention de l'opinion publique, sans distinction. Elle n'est pas une œuvre de haine. *C'est un cri de détresse !*

Camille HUYSMANS.

*Stockholm, 10 décembre 1917.*





# MEMOIRE

DU PARTI SOCIALDEMOCRATE SERBE

## SUR LA SITUATION DE LA SERBIE OCCUPÉE

*Présenté au Comité Russo-Hollando-Scandinave.*

---

Les opinions sur la culpabilité de la Serbie dans la guerre actuelle sont partagées, selon que les partisans de ces opinions appartiennent à l'un ou à l'autre des deux camps belligérants et ennemis. Mais ce qui est en dehors de toute discussion pour les deux parties, c'est que la Serbie est une des victimes les plus éprouvées de la guerre mondiale. Le poids de la guerre, qui a pesé sur ce pays et faible pays est tellement écrasant et sanglant, qu'il n'existe pas de rapport équitable entre les deux facteurs, faute et punition, même si l'on accepte que la Serbie ait commis les fautes les plus graves. Encore moins peut-on en parler, si l'on considère que la *nation serbe* — abstraction faite de moments secondaires et de responsabilités de troisième ordre — *se trouvait durant tout le siècle dernier, en état de légitime défense contre la brutale politique de conquêtes d'un grand état réactionnaire voisin : l'Autriche.*

Le monde entier est plus ou moins au courant de la grande misère, dans laquelle la Serbie a été plongée par la guerre, et des sacrifices que celle-ci a causés. Mais ce que l'on en sait est bien superficiel et incomplet. Le but de notre mémoire est de compléter ces indications générales par des données et des informations, recueillies dans la Serbie occupée, afin de montrer combien une assistance matérielle et morale, rapide et efficace, est nécessaire à ce pays, séparé du monde entier et abandonné par lui.

### La veille de l'occupation et durant la catastrophe.

La Serbie a déjà subi de grandes pertes à partir de la première année de la guerre. Elle a dû repousser, dans les premiers mois de la guerre, deux grandes offensives autrichiennes, l'une en septembre, l'autre en novembre 1914. Deux fois l'existence de la Serbie ne tenait plus qu'à un fil, et deux fois elle a paré le coup mortel. Mais ces événements ont causé des pertes énormes, aussi bien parmi les soldats que parmi la population civile. Effrayés par les horreurs de la première invasion austro-hongroise dans les environs

de la ville Chabatz et pour échapper aux troupes ennemies qui s'avanceraient de plus en plus, les familles serbes ont dû fuir en masses, par un temps défavorable, jusqu'à l'intérieur du pays.

Cette invasion fut suivie d'une épidémie effrayante qui a sévi durant tout l'hiver et tout le printemps de 1915. Des centaines de milliers d'hommes (y compris 140 médecins) ont péri du typhus surtout. Il en est résulté que le chiffre total des victimes de la guerre atteignait déjà en juin 1915 le nombre de 500.000.

Vint ensuite, en octobre 1915, la troisième invasion, celle de Mackensen, puis l'attaque bulgare par le flanc. Ces événements ont été suivis de la migration de tout un peuple — femmes, enfants, vieillards — à travers les montagnes d'Albanie qui n'avaient vu jusque là que des savants passionnés ou des aventuriers blasés, qui n'attachaient plus aucun prix à leur existence d'ennui. Cette migration se faisait à pied, par les froids effrayants d'hiver et d'automne, aux mois de novembre et de décembre. Sur 38.000 jeunes gens, âgés de 15 à 18 ans, emmenés par les commandants de l'armée serbe, 29.000 sont morts en Albanie de froid et de faim, sans parler du nombre considérable d'enfants, de femmes, de vieillards et de soldats qui ont succombé. A Corfou, les soldats affamés et mortellement exténués étaient attendus par le choléra. Des centaines de cadavres furent jetés à la mer, tous les jours. Le nombre total de victimes serbes atteignit le chiffre de 800.000 et même de 1.000.000, selon l'avis de personnes compétentes. C'était là déjà presque le quart de la population totale de la Serbie, d'après la statistique établie après la paix de Bucarest, statistique générale comprenant un nombre considérable d'Albanais et de Turcs, ce qui signifie que le taux de la mortalité de la population serbe proprement dite était plus considérable encore. Quant à la Serbie, qui existait avant les guerres balkaniques et qui forment sous tous les rapports le noyau même de la nation serbe, on peut dire, sans exagération, que quasi la moitié de sa population a succombé.

Il est à noter également que le sort des Serbes qui ont habité pendant la guerre actuelle l'Autriche-Hongrie, n'a point été meilleur. La politique des cercles dirigeants de l'Autriche-Hongrie était de résoudre la question serbe pendant la guerre, tout simplement, en exterminant autant de Serbes que possible. Les soldats de Bosnie, d'Herzégovine, de Dalmatie, de Lika, ceux de l'ancienne frontière militaire de Croatie, de Slavonie, de Syrmie, de Batchka, de Banat — qui sont tous des domaines serbo-croates — ont été envoyés aux batailles les plus périlleuses, tandis qu'un régime de cachot, de potence et de famine fut appliqué à l'intérieur du pays au reste de la population. Qu'on lise, par exemple, le discours sur la barbarie établie en Bosnie et en Herzégovine prononcé au Parlement hongrois il y a quelques mois par le député croate M. Guido Hreljanovitch. Ce discours, comme aussi le discours récent (17 décembre 1917) de M. Anton Tresitch-Pavicitch au Parlement autrichien, contient des données à faire dresser les cheveux et il a été accueilli en silence par toute la Chambre. Nous n'y insisterons pas plus longuement. Ces faits dépassent le cadre de notre compétence.

Nous abandonnons à la Socialdémocratie austro-hongroise le soin de combattre ce gouvernement barbare, dont le but est d'entraver tout développement du peuple serbe et d'anéantir la conscience qu'il a de sa nationalité. Nous voulons simplement constater ceci : la nation serbo-croate, qui comptait plus de 10 millions d'âmes et dont l'augmentation annuelle s'élève à environ 100.000 âmes, a perdu tant de ses nationaux dans cette guerre de libération qu'elle ne pourra atteindre son ancien chiffre que trente années après la guerre.

## L'Occupation.

Lorsque, en automne 1915, les conquérants passèrent la Save, le Danube, et le Timok, toute la Serbie était partagée en deux parties : l'une donnait la triste image d'un cimetière, l'autre celle d'un hôpital. On ne se trouvait plus en face d'un adversaire redoutable, dont il s'agissait de briser la résistance, mais en face d'un pays gravement atteint qui, d'après les principes les plus élémentaires d'humanité, avait le droit d'être ménagé. Il est vrai que Mackensen, dans les premiers jours de son invasion dans ce pays, publia une proclamation solennelle, dans laquelle il invitait toute la population civile à rentrer tranquillement dans ses foyers et à reprendre ses travaux coutumiers, car — assurait le célèbre général — la guerre ne serait pas dirigée contre la population paisible, mais contre les troupes armées et combattantes. Mais ce n'étaient là que de vaines paroles. *Toute la conduite de l'occupation en Serbie n'est rien d'autre que la guerre permanente contre la population pacifique.* Ce n'est d'ailleurs en aucune manière une occupation, mais une véritable « *expédition punitive* » de la part de l'Autriche-Hongrie, et plus manifestement encore de la part de la Bulgarie. Ce mot-là définit de la manière la plus exacte, la plus complète, le caractère de la domination austro-hongroise et bulgare en Serbie. Les adversaires de la Serbie ont senti instinctivement, dès les premiers jours, que ce pays ne resterait pas toujours en leur possession. C'est pourquoi ils résolurent de rendre la Serbie tout à fait incapable de continuer son existence. Ils ont malheureusement rempli déjà une partie de leur tâche.

C'est donc la tâche du monde civilisé de les empêcher de mener à bout leur œuvre infâme.

## Le passage des troupes allemandes.

Ce furent les troupes allemandes qui, de leur passage à travers la Serbie, en octobre, novembre et décembre 1915, donnèrent l'exemple de cette politique cruelle. Ces troupes ne se contentèrent pas de l'immense butin que leur offrait la gigantesque fortune publique, laissée en plan dans le plus grand désordre — butin qui, d'après les appréciations des officiers allemands, ne pouvait être comparé qu'avec celui qui fut fait après l'enfoncement du front russe à Gorlitz. Le peuple serbe fut en outre forcé d'entretenir *gratuitement* pendant plusieurs mois, ces innombrables légions allemandes, pour lesquelles les Balkans n'étaient rien d'autre que le chemin

de passage devant conduire les conquérants vers l'Asie-Mineure. Le pauvre paysan serbe fut obligé de soutenir de ses précaires moyens, les plans grandioses des impérialistes allemands et de participer à la réalisation de ce projet.

Tout ce qui était nécessaire pour l'armée — et, souvent aussi tout ce qui n'était pas nécessaire — fut pour ainsi dire arraché de la bouche de la population composée surtout de femmes et d'enfants, et cela sans aucun ménagement et sans aucun dédommagement. Il est vrai qu'on leur laissait quelquefois en échange des bons de réquisition, mais cela se faisait très rarement et toujours dans une forme non-valable. Il arrivait, par exemple, qu'on trouvait chez de pauvres paysans ignorants, auxquels on venait de prendre la dernière vache, des bons de réquisition portant en allemand les mots suivants : « *Peter Karageorgievitch doit payer* », etc. Mais ce qui est pis, c'est que la fortune du peuple était dans la plupart des cas anéantie sans nécessité aucune, tout simplement par *méchanceté*. On pourrait citer des exemples innombrables de cette rage d'extermination perverse et inutile de la part des troupes allemandes par rapport à la fortune des paysans, exemples qui entrent parfois dans le cadre de l'humour soldatesque, mais qui coûtaient vraiment trop cher à la pauvre population. Nous croyons toutefois de notre devoir de déclarer, à cette occasion, que les soldats allemands, bien qu'ils n'aient point eu d'égards pour la fortune du peuple, ne se sont jamais montrés barbares envers la population elle-même. Nous ne connaissons point de cas où les soldats allemands aient perpétrés des meurtres, commis des violences, ou donné des coups. S'il y en a eu, les cas ont été exceptionnels.

Après le passage de l'ouragan allemand, vinrent les conditions « normales ». L'ordre fut créé en Serbie. Voyons ce qu'il était et est cet ordre.

## A. — La domaine occupée par l'Autriche-Hongrie.

### 1. LA SITUATION ÉCONOMIQUE.

La vie économique de la Serbie était, même avant l'occupation, déjà gravement ébranlée, comme on ne l'avait vu dans aucun autre état belligérant. Le taux de la population mobilisée par la Serbie était plus haut que partout ailleurs. Tout le pays fut transformé en un véritable camp de guerre. Après chaque offensive ennemie ou après chaque épidémie les derniers restes de la population masculine des villages et des villes étaient enrôlés, de sorte que les seules forces ouvrières qui restaient se composaient de femmes, d'enfants et de vieillards. Le centre économique et commercial de la Serbie, Belgrade, fut cependant évacué et abandonné par la population dès les premiers jours de la mobilisation, à cause de sa situation dangereuse au point de vue militaire. Il en fut de même de toute la Serbie du Nord, de la zone qui va le long de la Save et du Danube, ainsi que de la Serbie de l'Ouest, le long de la Drina. C'est ainsi que dès les premiers jours de la guerre, toute la vie économique et culturelle a dû cesser dans les régions les plus riches de notre pays, puisqu'elles furent toutes trans-

formées en un théâtre de guerre et couvertes de sang. Il s'y ajouta au moment de la catastrophe, une grande émigration de la population la plus apte à la production économique. Elle se mit à quitter en masses ses maisons, ses ateliers, ses affaires et ses camps, pour s'en aller à travers l'Albanie, dans le monde inconnu.

Or, que firent « les porteurs de culture » dans cette situation ? Ils ajoutèrent à la redoutable charge de la guerre, qui pesait déjà sur la population, la brutalité, le pillage et la corruption inouïe d'un régime d'occupation et ils menèrent par leur brigandage toute la Serbie à la ruine économique. Ce que les Allemands, pendant leur court séjour de quelques mois, n'ont pas su « mettre en ordre », les Autrichiens et les Hongrois l'ont fait à la perfection en deux années.

L'Autriche-Hongrie aime surtout à souligner le côté ordonnateur de son activité. Le grand État voisin veut prouver au monde entier que sa mission historique consiste à guérir de la « politique » le peuple serbe « sauvage et rebelle » et à l'éduquer pour l'économie et le travail. Or, qu'a fait l'Autriche-Hongrie les deux dernières années, afin d'encourager et de relever le développement des forces économiques et productives de la Serbie ?

Le premier acte des autorités d'occupation consista à *interner en Hongrie et en Autriche, sans aucun motif et sans nécessité militaire ou politique, plus de 150.000 personnes appartenant à la population civile*. La Serbie fut ainsi dépouillée des dernières réserves en forces de travail dont elle disposait encore et des familles sans nombre perdirent leur dernier soutien.

*Des centaines de milliers d'enfants, de femmes et de vieillards furent de cette manière condamnés à mourir de faim*. Un sort plus effrayant attendait les internés et le pays demeura entièrement saigné de ses forces de travail qui eussent pu l'assister. Ce fut le premier acte et le plus important des envahisseurs, pour autant que leur activité concerne la reconstitution économique et culturelle de la Serbie occupée. Cette politique d'internement est cependant un des chapitres les plus cruels de toute l'histoire de l'administration d'occupation et nous en parlerons plus loin d'une manière plus détaillée. Après que les autorités militaires se furent rendues maîtresses des derniers restes de la main-d'œuvre, elles procédèrent à la réquisition qui se poursuit sans interruption encore aujourd'hui. Tout ce qui était indispensable à la production, tout le matériel de travail, sans lequel un développement futur des forces productives est impossible, fut réquisitionné. *Les fabriques les plus importantes de Serbie n'existent plus, les machines sont démontées et ont été transportées de l'autre côté de la frontière* ainsi que tous les outils et matières premières. Il en fut de même pour les ateliers. La plupart des magasins sont vidés de la même façon. Les paysans furent privés de leurs derniers chars, de leurs chevaux et de leurs bœufs. Ces pauvres gens doivent fournir régulièrement aux autorités militaires, des bêtes de trait et autre bétail, même quand ils n'en possèdent point. Il y a des cas où de petits paysans durent livrer aux autorités austro-hongroises quinze bœufs dans l'espace d'un an et demi. Ils durent livrer ces bœufs, même si en réalité ils n'en possédaient pas. Dans ce cas ils furent

obligés d'en acheter au plus haut prix ou de s'en procurer en contrebande, en risquant leur vie de l'autre côté de la Morava, sur territoire bulgare. C'est leur affaire de savoir où ils le trouveront, mais l'animal doit être fourni, ou bien le paysan ou la commune en question doit payer une amende fabuleuse. Il va de soi que par suite de cette politique, la Serbie, très riche en bétail et qui en produisait beaucoup en sera bientôt tout à fait dépourvue. Le paysan ne pourra plus labourer sa terre, l'artisan trouvera son atelier vide et l'ouvrier devra rester les bras croisés, car de toutes les fabriques, il ne reste plus que les ruines. En admettant même qu'il y ait encore en Serbie, après cette guerre exterminatrice, des maines capables de travailler, le matériel nécessaire au travail manquera tout à fait. Tel est l'état de relèvement économique de la Serbie sous le régime de l'administration d'occupation austro-hongroise !

La hache constitue également un instrument de propagande très important de la culture austro-hongroise. C'est le moyen le plus favorisé de sa politique d'occupation et le levier le plus puissant d'encouragement économique dans les domaines occupés. La grande prédilection des Autrichiens et des Hongrois pour les bois est d'ailleurs déjà connue par l'exemple de la Bosnie. Il n'y a donc là rien d'extraordinaire et rien de spécial, puisque les forêts sont les meilleures sources d'enrichissement pour les parvenus capitalistes et pour les aventuriers éventuels de toutes les colonies. Le chiffre d'exportation du bois et de ses sous-produits, est la meilleure mesure du caractère colonial qu'un pays assume vis-à-vis d'un autre. La Bosnie se trouvait, sous ce rapport, à l'égard de l'Autriche-Hongrie, à une hauteur digne d'envie. A présent, c'est au tour de la Serbie. Ce que l'on fait en Serbie aujourd'hui avec les forêts, ces sources essentielles d'un pays comme le nôtre, ce n'est pas seulement une exploitation exagérée, mais une véritable et complète dévastation. En voici un seul exemple ! La forêt de Rogot, propriété de l'État, était une des plus belles, des plus vieilles et des plus denses forêts au cœur de la Serbie. Elle avait une valeur de plusieurs millions. *Cette forêt n'existe plus aujourd'hui. Elle est arrachée jusqu'au dernier arbre.* Un champ vide et triste se trouve à sa place. Toutes les autres forêts de Serbie encore plus grandes et plus précieuses, comme par exemple celle de Kopaonik, de Tara, de Rudnik, ont eu le même sort. Les coups sourds de la hache autrichienne résonnent dans la profondeur des forêts de Choumadia comme les coups de marteau sur un cercueil.

Et pendant que d'un côté l'on continue de détruire les forêts, on organise, de l'autre, une expropriation systématique et ininterrompue de tout ce qui appartient à la population. Cela se peut sous les nom de « réquisition ». Presque tous les produits du pays, même les objets de métal les plus indispensables dans chaque ménage, ont été réquisitionnés sous le prétexte qu'ils servaient à des besoins militaires. Et des prix dérisoires sont payés en échange. En réalité, ce n'est qu'une forme voilée de l'expropriation ; de même, toute la récolte est réquisitionnée. Le froment est payé à raison de 33 couronnes autrichiennes les 100 kilos. Les prunes sèches, un des produits d'exportation les plus importants en Serbie, sont payées à raison

de 10 couronnes les 100 kilos et cela dans une période où le gouvernement croate fournit à la commune de Vienne, par contrat, des mêmes prunes à raison de 50 couronnes les 100 kilos. On réquisitionne également l'eau-de-vie à raison de 40 à 50 couronnes pour la revendre ensuite aux aubergistes à raison de 200 à 250 couronnes, des sortes plus fines même, à raison de 500 couronnes les 100 litres. On paye les bœufs 1 cour. 80 le kilo. Le paysan n'a même pas le droit d'être là quand son bœuf est pesé. Cela ne regarde que les militaires et les fonctionnaires qui, en réduisant le poids à payer à moitié et même au quart, font des affaires extrêmement lucratives. La plupart des bons de réquisitions portent généralement un chiffre arrondi : 100, 150, 200 kilos, qui est déjà une preuve visible de cet énorme vol officiel. Les porcs sont achetés à raison de 2,50-3 couronnes, tandis qu'on les paye 6 à 7 couronnes en Autriche-Hongrie. Les pommes qui forment également dans le pays un article d'exportation très important, sont achetées à 25, à 40 couronnes les 100 kilos pour être vendues ensuite à raison de 80 à 100 couronnes en Autriche-Hongrie. On réquisitionne également les noix, les pommes de terre, les fèves, les fruits, les légumes, les œufs, en un mot *tout*.

Un système d'amendes infiniment subtil a le même but ; ce n'est point une punition imposée dans l'intérêt général de la commune pour l'observation des règles prescrites, mais un nouveau moyen de dépouiller le peuple et d'enrichir rapidement les employés militaires et civils. L'été dernier, par exemple, plusieurs habitants de Belgrade ont dû payer une amende de 1.000 à 1.500 couronnes pour avoir dépassé de quelques litres le quantum prescrit pour la consommation de l'eau. Les communes, les villages sont condamnés pour des riens et sous des prétextes tout à fait ridicules à payer des amendes de 2.000, 3.000, 5.000 ducats. Les paysans eux aussi doivent payer l'amende en or et comptant. L'intention est bien simple, on veut priver le paysan serbe du dernier gramme d'or qui lui reste peut-être encore du bon vieux temps, de l'époque du communisme patriarcal (*zadruga*). On va quelquefois si loin dans cette avidité pour obtenir de l'or qu'on s'est permis, par exemple, un jour, de forcer la caisse d'un commerçant connu de Belgrade, pour lui prendre les 3.000 « napoléons » qui s'y trouvaient et de les lui rembourser à raison de 28 couronnes pièce, à un moment où chaque pièce valait légalement 70 couronnes. Et ce n'est pas là un exemple unique. Mais qu'on ne se méprenne point sur nos intentions. Nous ne voulons pas pleurer sur le sort des capitalistes qui, pendant la guerre ont plus d'une occasion de se dédommager d'une perte subie, par un gain dix fois plus grand. Nous voulons simplement montrer que si l'on se permet de pareils procédés envers les grands capitalistes de Belgrade, quel doit être le sort du paysan dans les villages, éloignés de la capitale, du pauvre paysan livré sans merci à la puissance illimité et tyrannique du gendarme local !

Quant à la baisse forcée du cours de l'argent serbe ce n'est pas non plus autre chose qu'un pillage, le revolver en main. A peise la Serbie fût-elle vaincue, qu'un ordre parut prescrivant, sous menace des peines les plus graves, que le franc serbe (dinar) ne valait plus qu'une demi-couronne autri-

chienne. Comme la population ne possédait aucun autre argent, elle fut obligée de mettre en circulation l'argent serbe, qui, de cette manière, tomba à des prix dérisoires dans les mains des Allemands et des Bulgares. C'est ainsi que les autorités et les personnes privées organisèrent une spéculation très lucrative avec l'argent serbe dont la valeur réelle au marché international, grâce au titre solide du métal, est deux fois plus grande que celle de l'argent autrichien. Aujourd'hui même, on peut changer en Autriche, privatin, 100 dinars serbes contre plus de 120 couronnes autrichiennes. Les pertes subies de cette manière par la population serbe, celles des gens pauvres surtout, qui n'ont pas, comme les riches, un moyen de garder leur argent jusqu'au moment plus propice, sont énormes et s'élèvent peut-être à 100 millions. Ce qu'il y a de plus triste dans cette spéculation, c'est que les pauvres gens, femmes, enfants et vieillards, qui, abandonnés du monde entier, n'avaient que leurs petites économies comme ressource vitale et étaient forcés par là de réduire de moitié le peu de nourriture qu'ils recevaient jusque-là.

Tous ces moyens raffinés d'exploitation finiront naturellement par épuiser ce qui reste des richesses du pays. Cette exploitation se fait d'ailleurs dans la plupart des cas ouvertement, brutalement et sans aucune espèce de gêne. Aux premiers mois de l'occupation surtout, c'était l'usage de forcer la porte des maisons et des magasins appartenant aux citoyens serbes absents, et de s'emparer de tout ce qui plaisait à l'officier, à l'agent de police et du premier mouchard venu. Nombre d'appartements privés, à Belgrade surtout, ont été pillés de la sorte. On prenait tout, depuis le linge et les meubles, jusqu'aux pianos qu'on faisait passer généralement de l'autre côté de la Save, en guise de « butin de guerre » pour les femmes et les maîtresses des officiers austro-hongrois. La Maison du Peuple de notre Parti socialiste n'a pas été épargnée non plus par les pillards et exterminateurs. Dès les premiers jours de l'occupation on y a pris plusieurs objets et on en a détruit une masse, des livres surtout. Il y a quatre mois seulement, ces messieurs ne se sont point gênés d'entrer dans notre Maison du Peuple, sans en demander la permission et d'emporter tous les objets qui y restaient encore, sans laisser de bon de réquisition. Notre Parti, qui est pauvre, perdit par là, durant l'occupation, rien qu'à Belgrade, plus de 50.000 dinars. Notre intention n'est point de plaider ici *pro domo*. Nous n'avons cité cet exemple que comme illustration du triste état des choses en Serbie. Du moment qu'on se permet de pareils attentats à la propriété d'une organisation politique qui, comme on le sait fort bien, a des relations internationales et jouit, pour ainsi dire, de la protection internationale, on peut se figurer aisément le sort réservé à la population, qui n'est protégée par personne !

Bref, les pertes économiques que la Serbie a subies au cours de la guerre et avant tout par suite de l'occupation catastrophique, sont si grandes que la reconstitution de ce pays ne peut être envisagée que sous la forme d'une assistance financière formelle, effective, collective, qui doit être organisée avec le plus grand cœur comme la reconstitution de l'indépendance politique de la Serbie.

## 2. LA POLITIQUE DU RAVITAILLEMENT.

Quel est maintenant le dédommagement offert par les autorités austro-hongroises à la population serbe en guise de compensation pour les souffrances endurées? Lui a-t-on au moins, après avoir tout réquisitionné, laissé le minimum nécessaire pour la vie? Point du tout! *Au contraire, on a tout organisé et calculé de façon à condamner la population à mourir simplement de faim.* La Serbie est par sa nature, un pays riche qui peut facilement nourrir sa population. Mais ce pays est divisé pour le moment en districts militaires et administratifs qui par rapport à l'échange des vivres sont séparés les uns des autres par de véritables murailles de Chine. Tout échange de vivres entre ces districts militaires est sévèrement interdit de sorte qu'il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un œuf de passer d'un district à l'autre, en Serbie. Les chefs d'arrondissement disposent d'un pouvoir illimité dans la distribution des vivres. Ils ne dépendent sous ce rapport, de personne, pas même de leur propre gouvernement. Il en résulte que l'échange absolument indispensable entre les différentes parties de la Serbie est rendu impossible. Tout surcroît de production d'une partie du pays qui aurait pu et dû servir à couvrir les besoins d'une autre partie, fut immédiatement exporté en Autriche-Hongrie. On a réussi aussi à créer de cette façon une disette artificielle des vivres, exploitée ensuite par les mêmes chefs d'arrondissement, par les agents du gouvernement et leurs subalternes qui se livraient à une spéculation effrénée. C'est ainsi que des officiers austro-magyars et des civils suspects s'enrichissaient chaque jour, tandis que des centaines de mille de femmes, enfants et vieillards serbes, privés du plus nécessaire, sont en proie à la famine la plus affreuse.

Les magasins autrichiens ou plutôt les cartes, restent donc l'unique ressource de la population. Mais trop souvent, on n'obtient même pas la quantité à laquelle on a le droit d'après ces cartes. Ce système devient aussi matière à spéculation. On sait, par exemple, que l'Autriche-Hongrie n'a jamais eu à se plaindre du manque de sel. Ce qui n'empêche point que les paysans serbes sont restés pendant des mois sans sel sous prétexte qu'il n'y en avait pas, bien qu'il y en eût encore beaucoup dans les magasins. Et pendant qu'on refusait le sel aux paysans, les agents autrichiens, les soldats et les sous-officiers vendaient ce même sel, soi-disant en secret, à raison de 8, de 10 et de 18 couronnes par kilo. Celui qui sait l'importance du sel dans l'agriculture et surtout dans l'élevage du bétail comprendra facilement pourquoi les paysans étaient prêts à vendre tous leurs produits à des prix dérisoires, pour obtenir seulement un peu de sel.

Quant à la ration de pain, elle est à Belgrade égale à celle de l'Autriche (pas à celle de la Hongrie, par exemple). Malgré cela, la population de Belgrade ne recevait pendant des mois, sous le nom de « farine » qu'une espèce de mélange spécial qu'on ne pouvait ni transformer en pain, ni cuire, ni manger et qui a provoqué bien des maladies parmi la population. Quant à l'intérieur du pays serbe, il s'y trouve des endroits où la ration de pain est encore plus misérable. C'est ainsi que les pauvres paysans des environs

de Bayina-Bachta ne recevait le printemps dernier qu'un kilogramme de maïs par personne pour tout un mois. Qu'on se figure, d'après cela, la ration qu'ils auront cet hiver et au printemps prochain.

Cette politique d'alimentation, ou plus exactement d'inanition, se manifeste de la façon la plus éloquente sur les physionomies des pauvres habitants de Belgrade. Dans cette ville, il est absolument impossible d'acheter quoi que ce soit. Ce n'est que par exception et à des prix vraiment fabuleux qu'on obtient un peu de graisse, d'œufs, de pommes de terre et des fèves. On reçoit aussi un peu de viande, dont les prix, comparés à ceux de l'Autriche et de l'Allemagne ne sont pas même trop élevés. Mais comme la population dans presque tout le pays est complètement privée de moyens de gagner sa vie, ces prix sont relativement élevés. Des centaines de personnes attendent à Belgrade, devant la boutique qui vend des déchets de viande. Mais comme le nombre de ces déchets (pieds, intestins, gras-double...) est très limité, ils sont devenus une telle délicatesse, qu'on se considère heureux, quand on en obtient deux fois par mois. Sur 50.000 habitants, actuellement à Belgrade, la commune fournit dans la saison d'été, 2.000 à 3.000 litres de lait et quelques centaines de litres seulement en hiver. Ce ne sont donc que les personnes gravement malades et de tout petits enfants qui reçoivent, après bien des difficultés et des procédures les plus compliquées, un quart de litre de lait par jour. Au printemps dernier — le printemps est la meilleure saison pour les légumes — on ne recevait que 157 grammes de légumes par personne, par semaine. On ne comprend vraiment plus ce qui fait vivre tous ces gens. Des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards, courent désespérément jour et nuit, les grands chemins et les villages environnants, très éloignés quelquefois, afin de trouver un peu de nourriture. Ces courses sont cependant sévèrement interdites. On ne doit rien acheter dans les villages, ni les produits monopolisés ni les autres. On a même publié à Belgrade un ordre qui condamne toute femme, surprise à acheter des vivres, non seulement à être arrêtée, mais aussi à être *bâtonnée*. Les prix des vivres fixés par les autorités sont tels qu'aucun paysan ne veut fournir des vivres à pareils tarifs. C'est ce qu'il faut justement aux hommes du pouvoir. Ce sont eux alors qui vont au marché, achètent tous les vivres d'après les prix établis et les exportent en Autriche. Leur politique, quant aux prix sur les vivres, au lieu de servir les consommateurs et les producteurs du pays, a été dirigé contre eux et elle ne poursuit en réalité qu'un seul but : *celui de voler et de ruiner le pays*. C'est pour cela qu'à Belgrade, le centre d'un pays si riche au point de vue économique, la misère et la famine sont plus grandes qu'à Vienne.

Cette situation désespérée de la population à Belgrade a déterminé le maire de la ville, le Dr. Veljković, le professeur à l'Université Perić, et encore quelques autres personnages, à remettre au chef de l'état-major du gouvernement militaire, le colonel Kerschnave, un mémoire sur la misère du peuple. On avait formulé dans ce mémoire des demandes tout à fait modestes : on réclamait d'abord la simplification des méthodes actuelles, très compliquées et très difficiles à pratiquer, pour avoir l'autorisation

d'aller à l'intérieur du pays. On demandait que de telles autorisations fussent accordées à tous ceux qui en auraient besoin pour se procurer des vivres, et non pas seulement à quelques spéculateurs privilégiés. On pria ensuite l'administration de changer la politique des prix minima. Enfin, on demandait pour la commune même de Belgrade, l'autorisation d'acheter une certaine quantité de bétail, destinée à être abattue, qui servirait à empêcher la spéculation menée par l'intendance militaire de Belgrade. Les intendants livraient souvent à la commune des bœufs dont les entrailles pesaient 43 kilos, tandis que toute la viande ne pesait que 37 kilos ! Et ce mémoire si modeste parut aux autorités austro-magyares un document fort suspect ! Ce fut d'abord M. Veljkovitch qui fut invité à passer au bureau de police où on lui fit subir un interrogatoire officiel sur « ses vraies intentions » ! Vint ensuite, après un long intervalle, une audience chez le colonel Kerchnave qui fut extrêmement bref et froid. Ce ne fut en somme que M. Kerchnave qui parla. Il déclara que le memorandum n'était point exact, que la population ne souffrait pas du manque de vivres, que sa femme, par exemple, achetait tous les vivres à Belgrade très facilement et à très bon marché et il conclut, en disant que ces questions ne relevaient pas de la commune, mais du gouvernement militaire. L'audience se termina sur cette déclaration. Il ne faut pas oublier, au moment de l'appréciation de ces procédés, que le Dr. Veljkovitch est ancien ministre, chef d'un parti qui est en opposition avec Pachitch, point ennemi de l'Autriche-Hongrie, tandis que M. Peritch est un austrophile convaincu et généralement connu comme tel. Malgré cela, ils furent tous les deux, M. Veljkovitch surtout, tellement maltraités, que celui se vit obligé de demander sa démission. Il va de soi qu'on se gêne encore moins avec la canaille socialiste. Lorsqu'un de nos camarades, Mika Spassoïévitch, membre du conseil municipal, se permit, l'année passée, de critiquer, en des termes très modérés, cette politique d'initiation et de réclamer du pain pour le peuple, il fut immédiatement arrêté et interné en Hongrie quoiqu'il ait dépassé l'âge de 70 ans !

Cette situation insupportable s'aggrava encore par suite du manque de conscience des autorités et des banques austro-hongroises. Puisque la Serbie est actuellement privée de toute vie économique et que ses habitants ne possèdent aucune faculté de gagner leur vie, *tout ce monde vit des secours envoyés de l'étranger*. On vit de ce qu'on reçoit de Suisse et de France, de ses parents ou des différents comités de bienfaisance. Or, *sous ce rapport, la Serbie est presque oubliée par tout le monde*. Deux fois, en 1916, arrivèrent, une mission suisse et une mission américaine pour distribuer parmi la population de Belgrade quelques vivres et vêtements. L'argent que la population reçoit de ses parents, de la France ou de la Suisse, est donc sa seule ressource, mais les sommes envoyées jusqu'à présent sont très petites, par rapport aux besoins les plus élémentaires. En deux ans on a envoyé à peu près dix millions. Pourtant cette somme présente une grande valeur pour de nombreuses familles qui n'auraient sans cela de quoi vivre. Les autorités et les banques austro-hongroises sont cependant si cruelles et

si dénuées de toute conscience qu'elles ajournent quelquefois le paiement de ces sommes pendant des mois entiers. Il y a des cas où les sommes envoyées de Suisse ou de France en septembre 1916, ne furent remises à Belgrade qu'au mois de mars ou avril 1917, après une spéculation de six mois !

Il est superflu de démontrer encore une fois que la situation de la population de Belgrade sera affreuse à l'hiver et au printemps prochains si tout ces pauvres gens sont abandonnés sans argent. On a pu jusqu'à présent vivre ou mieux encore végéter dans des plus grandes privations et avec un déficit corporel énorme. Les conséquences graves de cet état ne se feront remarquer qu'après la guerre. Mais cet hiver et le printemps prochain, la population serbe aura à souffrir encore davantage. Les autorités militaires ont organisé un système particulier pour arracher aux paysans serbes les derniers grains de la récolte de cette année. *Tout, mais absolument tout, dans le sens littéral du mot, est exporté en ce moment, de sorte qu'il ne reste à la population rien d'autre à faire qu'à croiser les mains et mourir de faim. Des secours, aussi grands et aussi rapides que possibles sont nécessaires, en argent et en vivres, si l'on ne veut pas condamner un peuple possédant une énergie vitale extraordinaire, à mourir de faim dans les conditions les plus atroces.*

### 3. LA SITUATION POLITIQUE.

L'esclavage politique vient compléter d'une manière tout à fait logique la misère économique de la Serbie occupée.

Il ne peut être question, naturellement, d'aucune espèce de droits publics. Aucune forme de vie collective n'est possible en Serbie, en ce moment. Toutes les organisations, y compris les sociétés professionnelles, coopératives et même philanthropiques sont interdites. Celui qui oserait essayer de former quelque association que ce soit serait immédiatement interné et peut-être subirait-il un sort plus terrible encore. Le premier gouverneur militaire qui est entré en Serbie, a publié aussitôt un ordre interdisant rigoureusement toute politique dans le pays. Or, il est facile de se figurer tout ce qu'un gouvernement réactionnaire et militaire comprend sous le mot de « politique ». Il existe une seule imprimerie aujourd'hui, à Belgrade, celle du gouvernement militaire général, qui édite le *Journal de Belgrade*. Toutes les imprimeries privées sont fermées, après avoir été pillées. Il n'y reste plus ni machines ni autre matériel. Il est même interdit d'imprimer des menus. Une imprimerie équivaut, selon le mot courant des autorités locales, à un arsenal ennemi. Si un citoyen serbe avait l'audace de solliciter une autorisation pour l'édition d'un journal, il serait immédiatement inscrit sur le tableau noir du gouvernement. Il est interdit de se servir des lettres serbes dans le commerce public, la poste y compris. Il est inutile d'ajouter que toute activité politique est interdite, puisqu'il est même dangereux de dire ouvertement ce que l'on pense et même d'avoir des idées indépendantes. Des philistres nullement dangereux, des paysans ignorants et même des femmes bavardes risquent, si leur conversation

inoffensive et naïve est entendue et commentée par des espions, d'être envoyés dans les camps d'internement, en prison et même à la potence.

*Les droits de l'homme les plus élémentaires* ne sont pas garantis en Serbie. Dans les villages, ce sont les gendarmes qui disposent d'un pouvoir illimité et qui dominent tout. Leurs procédés reflètent le mieux le système appliqué par l'administration austro-hongroise aux peuples asservis. Espionnage, dénonciation, exactions de toutes sortes, vol, souvent même meurtres violents, telle est la manière d'agir de la gendarmerie dans les villages. Dans les villes, ce sont les officiers et les sous-officiers qui jouissent de ce privilège. On applique dans bien des villes des ordonnances officielles qui prescrivent à toute la population — hommes, femmes, enfants et vieillards — de se découvrir et de faire une profonde révérence devant chaque officier. On voit parfois des officiers qui, à l'aide de leurs cravaches, frappent les « rebelles » qui n'obéissent pas aussitôt à la prescription. Les coups de bâton sont devenus un moyen d'éducation très affectueux par les civilisateurs austro-hongrois. Cette peine est appliquée partout et sous les prétextes les plus ridicules. Deux lycéens de Belgrade qui avaient dû, par misère, devenir conducteurs de tramways, ont été condamnés à avoir 75 coups de bâton pour n'avoir pas salué un officier subalterne. Les pauvres jeunes gens se sont évanouis trois fois et chaque fois on a recommencé à les bâtonner. Après cette exécution, on les garda un mois en prison pour les interner ensuite en Hongrie. Un lieutenant, nommé Wiedmann, jouit à la préfecture de police de Belgrade d'un pouvoir illimité sur la vie et sur la liberté de tous les habitants. Il ne dépend que de sa violence que n'importe quel habitant de Belgrade ne soit arrêté, souffleté, bâtonné et surtout interné, ce qui, comme nous le montrerons plus bas, est indirectement une peine de mort. Tout Belgrade a passé, très souvent même littéralement, par les mains de ce gendarme, depuis les anciens ministres jusqu'au dernier des journaliers. *Il n'y a presque personne à Belgrade qui n'ait eu à se plaindre d'avoir été maltraité, insulté et offensé dans ses sentiments les plus sacrés par ce Gessler autrichien, qui agit ainsi sans prétexte plausible et sans qu'il y ait la moindre faute de la part de celui qu'il poursuit.* La Serbie ne connaît point de personnage plus haïssable que ce tyran. Ce qui ne l'empêche pas de garder son poste depuis le commencement de l'occupation. Ce n'est donc pas une exception ou une erreur accidentelle, difficile à réparer, tout au contraire. *Cet affreux individu incarne tout un système.* Cette manière de maltraiter les citoyens serbes, de les réduire au rang de bestiaux, de les asservir autant que possible et de leur faire toujours sentir cette dégradation, est l'essence même de la politique d'occupation austro-hongroise en Serbie. Le nom du lieutenant Wiedmann restera dans le souvenir des générations futures comme un symbole vivant de la « Kultur-traegerei » austro-hongroise en Serbie.

Les tribunaux sont là, non pour empêcher tous ces pillages et toutes ces violences, mais pour les augmenter. Pas un seul officier austro-hongrois, accusé de vol, d'exaction, de violence ou de meurtre, n'a jamais été condamné, bien que ces crimes aient lieu tous les jours. Personne n'ose porter

plainte contre un officier ou un fonctionnaire. Celui qui essaye, ne fût-ce que de la manière la plus inoffensive, de défendre sa fortune, son honneur ou sa vie est immédiatement arrêté, bâtonné, interné. On pourrait citer des exemples innombrables de ces excès. *Les arrestations de citoyens tout à fait innocents et leurs condamnations au cachot et même à la mort, sont tout ce qu'il y a de plus ordinaires.* Les agents secrets, les détectives et les espions, recrutés parmi les couches les moins recommandables et les plus pourries de la population austro-hongroise ou serbe, sont les organes auxiliaires les plus importants de ces tribunaux, ainsi que de toute l'administration en général. C'est de leurs dépositions et de leurs rapports que dépendent entièrement la fortune, la liberté, l'honneur et la vie de tous les citoyens serbes. Les tribunaux ne sont là que pour prêter une sanction quasi-légale aux décisions de ces individus, qui forment en Autriche-Hongrie une classe privilégiée et jouissent d'une haute considération dans la société. La dénonciation la plus insipide peut jeter un homme au cachot et les peines de mort sont prononcées par ces tribunaux avec un sang-froid vraiment criminel. C'est ainsi qu'on a fait fusiller et pendre cette année dans le village Ramatja et ses environs, district de Grusa, 35 paysans et le maître d'école Glichitch et qu'on a condamné au cachot 250 hommes et femmes rien que pour avoir trouvé dans ce village de vieilles armes complètement hors d'usage et de vieux fusils de chasse. Quant aux condamnations à mort individuelles prononcées par les tribunaux, et même par les gendarmes et exécutées sur-le-champ, ce sont là les cas les plus ordinaires. Nombreux sont les otages tout à fait innocents qui ont été tués de la sorte. On disait même que ces messieurs éprouvent un plaisir particulier à l'exécution de ces peines de mort. Dans bien des endroits ont fait pendre les hommes — et on l'a fait même une fois avec une femme enceinte — en grande pompe, publiquement, au marché, où les cadavres restent suspendus quelquefois pendant plusieurs jours. C'est ce qu'ils appellent éduquer un peuple sauvage ! Quand le peuple serbe aura atteint la hauteur éthique et esthétique enviables des officiers austro-hongrois et commencera à prendre plaisir à ces spectacles de cannibales et à les rechercher, ce peuple deviendra apparemment susceptible de comprendre leur haute culture.

## L'internement.

Le plus grand crime des autorités d'occupation austro-hongroise et bulgare consiste en l'internement des gens les plus innocents et parmi elles d'un grand nombre de femmes et d'enfants. Tout ce que nous avons dit jusqu'à présent n'a trait qu'aux massacres individuels. *Ces internements par contre sont des massacres en masse.* Dans le territoire occupé par l'Autriche-Hongrie, plus de 150.000 citoyens serbes, parmi lesquels plusieurs milliers de vieillards de plus de 60 ans, plusieurs milliers de femmes et même des enfants de 8 à 15 ans, se trouvent internés.

Ce nombre effrayant ne contient pas les 150.000 prisonniers de guerre serbes, qui partagent le sort de leurs frères internés en Autriche-Hongrie.

Un livre entier, avec les chiffres les plus effrayants, serait nécessaire si nous voulions dépeindre la situation et les conditions d'existence de ces martyrs. Nous nous bornons de constater que le fait d'être interné en Autriche-Hongrie ou en Bulgarie, équivaut *en réalité à être condamné indirectement à mort*. Les 30 0/0 environ de ces malheureux sont morts à l'heure qu'il est. Ceux qui restent mènent une existence désespérée, en proie à d'atroces souffrances et à des mauvais traitements qu'il est impossible de décrire, en attendant la mort inévitable. Dans les nombreux camps de concentration, qui contiennent en moyenne plusieurs milliers d'internés, le nombre de 10, 20 et 30 morts par jour est la règle, mais il y en a aussi, en Hongrie surtout, où quotidiennement 200 à 300 personnes meurent. Et il y a des camps de concentration où la moitié des internés sont morts à cette heure. Et il ne s'agit pas là d'une épidémie qui fait ces innombrables victimes... On y meurt de faim et de froid...

C'est là qu'on peut observer sur des cas vraiment classiques et beaucoup trop nombreux, comment les organismes complètement sains sont peu à peu réduits à mourir de faim. La première période est celle où l'organisme, bien que subissant tous les jours un déficit énorme d'alimentation, vit encore de ses réserves antérieures. Vient ensuite la seconde période, celle d'une sensation de faim atroce animale, insurmontable. Les misérables mangent alors l'herbe qu'ils trouvent le long des haies, bien que ce soit généralement genre d'alimentation sévèrement interdit. Ils passent des jours entiers à fouiller les tas de fumier et mangent tout ce qui ressemble quelque peu à de la nourriture. Les gardiens sont impuissants, même à l'aide de baïonnettes, de les en empêcher. Cette seconde période est suivie de la troisième et de la dernière : la période d'épuisement complet et d'apathie. Le malade devient complètement indifférent, la meilleure nourriture ne le tente plus dans cet état d'accablement, il n'attache plus aucun prix à la vie. Il attend en pleine conscience, calme et impassible, venir sa dernière heure. Quand il la sent venir, il se couche, se couvre et meurt, sans proférer une parole. Les gens de son entourage le regardent faire avec la même indifférence, sachant bien que leur sort, pareil à celui de leur camarade ne se fera point attendre. On a pu constater par l'autopsie, dans des cas innombrables, que l'organisme avait *une santé idéale*, mais qu'il n'y avait pas un seul gramme de graisse dans tout le corps.

Et même ceux qui vivent encore doivent être considérés comme morts : ces malheureux sont destinés à mourir un ou deux ans après la guerre. Seul un nombre minime de personnes excessivement résistantes pourront encore vivre et travailler après la guerre. Tout le monde en Serbie, même les enfants, connaissent ce sort affreux qui est réservé aux internés. Et pour cela tous ceux qui, sur une dénonciation d'un mouchard, *sont condamnés à l'internement sont accompagnés par toutes leurs familles désolées qui les pleurent comme on pleure un mort*. Il n'y a donc rien d'étonnant et d'incompréhensible à ce que l'on soit terrifié de la perspective d'être interné. Mais lorsque, l'année dernière, un certain nombre de paysans des environs de Draza qui avaient été condamnés à l'internement par l'autorité

militaire, crurent pouvoir se cacher et ne répondirent pas à la première sommation des autorités, tous ces pauvres gens, *quarante hommes environ, furent fusillés sans autre forme de procès. Leurs maisons furent incendiées, leurs biens détruits et leurs parents internés.*

Nous savons fort bien que la population autrichienne, aussi bien que les soldats, souffre de faim et qu'on ne peut pas donner aux Serbes internés ce qui manque aux autres. Mais ceci n'explique point les cruautés inutiles. C'est ainsi, par exemple, qu'on spéculé dans les champs de concentration d'une manière vraiment criminelle sur l'argent que les Serbes internés reçoivent de leurs parents, soit de leur pays natal, soit de la France ou de la Suisse. Il existe une règle, d'après laquelle — sans égards à la somme envoyée — on ne paye aux internés qu'une partie minime de cette somme, de 20 à 50 couronnes par mois, et l'on fait bien souvent aussi attendre ces pauvres gens des mois entiers. Le reste de l'argent reste à la disposition des officiers et des fonctionnaires pour toutes sortes de spéculations. Or, l'interné doit dépenser au moins quelques centaines de couronnes par mois pour compléter la nourriture misérable qu'il reçoit au camp, par celle qu'il peut obtenir à des prix très élevés, et au moyen d'agents intermédiaires dans les villages environnants. Pour ces internés, *l'argent signifie positivement la vie.* C'est pourquoi l'administration des camps de concentrations, en privant ces gens-là de l'argent qui leur était dû, *les prive en fait de la vie.* Mais il paraît que *ce jeu criminel avec la vie humaine forme une partie essentielle de la politique de conquérant.* C'est ainsi que plusieurs médecins austro-hongrois de ces camps interdisaient qu'on leur amenât plus de dix malades par jour à un moment où 20 et 30 personnes y mouraient quotidiennement.

Mais ce qu'il y a de plus important, c'est que ces pauvres gens ne devaient point être internés. Il n'y a là aucune espèce de nécessité militaire. Durant tout le temps de l'occupation par les troupes ennemies, pendant un an et demi, il n'y a pas eu l'ombre d'un trouble, pas une velléité de révolte dans tout le pays. Ce fait ne doit pas être considéré comme un compliment à l'administration d'occupation, ni comme une preuve de l'existence d'une situation enviable en Serbie. Il prouve tout simplement, que le peuple serbe est tellement exténué par les souffrances, qu'il ne peut songer qu'au repos. Malgré cela l'administration militaire austro-hongroise a interné, sans aucune raison plausible, plus de 150.000 Serbes complètement innocents, parmi lesquels se trouvaient des milliers d'enfants, de femmes et de vieillards, âgés de plus de 70 ans. Ces internements ont condamné les familles de ces misérables, aussi bien que tout le pays, privé par là de ses dernières forces ouvrières, à mourir de faim. Et ce n'est qu'après tous ces internements et d'autres chicanes cruelles, comme conséquence de mauvais traitements et non comme un *fait antérieur* qui aurait pu les justifier que vint la révolte dans la Serbie du Sud, au mois de mars dernier.

Quelle est donc la raison de ces internements innombrables? Elle s'explique, d'une part, par la stupidité de l'administration austro-hon-

groise qui voit dans chaque enfant serbe un inculpé de haute trahison et un jeteur de bombes. D'autre part, elle est provoquée par le gaspillage criminel de vies humaines qui est propre aux militaires, et surtout aux conquérants. Par exemple, le lieutenant Wiedmann, dont le nom a été mentionné plus haut, a sur la conscience *la perte d'au moins quelques milliers d'existences humaines*. Ce fonctionnaire fait interner un Serbe tout simplement, parce que celui-ci n'a pas répondu immédiatement à sa question ou bien parce qu'il s'est permis de manifester de la peur pendant l'interrogatoire. C'est là pour lui une raison suffisante pour faire exécuter un homme avec toute sa famille. En fait, toute la manière d'agir du monstre de l'administration autrichienne est dominée par *l'intention inébranlable d'exterminer les derniers restes de la population serbe*.

Nous protestons avec la dernière énergie contre cette politique criminelle de l'Autriche-Hongrie. Nous demandons qu'on mette un terme à ces massacres de milliers de citoyens serbes innocents. Nous nous adressons au monde civilisé entier pour qu'il élève sa voix contre ces crimes inouïs et qu'il demande au gouvernement austro-hongrois de rendre la liberté à nos concitoyens et de les renvoyer dans leurs foyers. Si cette libération ne se produit pas au plus vite, avant les rigueurs de l'hiver, tous ces gens sont condamnés à mourir dans quelques mois.

## B. — La domàine occupée par la Bulgarie.

Avant de commencer la peinture de la situation dans la partie bulgare de la Serbie, nous tenons à constater un fait très important et qui doit réjouir tous les socialistes en général et les socialistes des Balkans en particulier, à savoir : qu'il faut faire une distinction très nette entre les cercles dirigeants de la Bulgarie et le peuple bulgare. L'un des deux sous-signés de ce Memorandum a eu l'occasion, durant les premiers mois de l'occupation, de connaître personnellement ces deux administrations, celle des Bulgares et celle des Austro-Hongrois. Il a pu les observer de près et les comparer. Le soldat bulgare, c'est-à-dire le peuple bulgare armé, a produit sur toute la population serbe, partout où il est entré en contact avec elle, une bonne impression. Dans les premiers jours de l'invasion, où chaque soldat avait pour ainsi dire le droit de vie et de mort sur la population asservie, où son pouvoir discrétionnaire était illimité et sa responsabilité presque nulle, alors qu'il n'y avait là aucun ordre judiciaire, la situation dans les domaines, conquis par l'armée bulgare, était bien meilleure. Il y avait bien plus d'ordre et de liberté que plus tard, lorsque l'administration d'occupation vient s'y établir et que « l'ordre » officiel y fut introduit par les cercles dirigeants. On ne connaissait point, dans cette première période, de cas d'assassinats, de viols, de pillages, et personne ne s'amusait à maltraiter la population. La situation dans la partie de l'est de la Serbie, occupée par les Bulgares, était meilleure alors et moins intolérable que celle de la partie de l'ouest, occupée par les Allemands et les Autrichiens. Le simple soldat bulgare avait de la sympathie pour le peuple serbe, vers lequel il se sentait attiré par cette parenté de race qui les unit et il compre-

naît très bien l'horrible tragédie de notre situation. Il arrivait très souvent que ces fils du peuple bulgare pleuraient en notre présence sur la ruine de la Serbie et se désolaient profondément de voir la Bulgarie et la Serbie entraînées de nouveau, pour la troisième fois déjà, dans une guerre fratricide. Il y en avait même qui prophétisaient à la Bulgarie un avenir sinistre et néfaste pour avoir consenti à fomenter la discorde entre les peuples balkaniques. Il serait faux de prétendre qu'il n'y avait que des socialistes qui parlaient de la sorte, puisqu'il y avait parmi les soldats bulgares, qui exprimaient ces opinions, des paysans ignorants et de petits bourgeois, dépourvus de toute éducation politique. Il est naturel d'ailleurs, que ce sentiment de solidarité tout instinctif soit développé à un degré aussi élevé parmi les peuples balkaniques, puisqu'ils ont tous été solidaires, sous le joug turc, dont ils ont supporté l'esclavage pendant des siècles. A plus forte raison ce sentiment doit-il persister entre les Serbes et les Bulgares qui ne forment en réalité qu'un seul peuple, parlant la même langue avec dialectes différents.

Mais cette situation a changé avec l'arrivée des maîtres de Sofia et la politique officielle, imposée par la bande réactionnaire de brigands, commandée par Radoslawow. Ces gens qui ont terrorisé pendant tant d'années leur propre peuple, étaient très peu enclins à ménager la population complètement asservie d'un domaine occupé. *C'est par un système incroyable de violence et par une politique méthodique d'extermination des Serbes que ces criminels veulent préparer le terrain à l'hégémonie de la Bulgarie aux Balkans et pour l'établissement d'un empire bulgare sous le sceptre des Cobourg.* Les crimes, commis par ces individus envers le peuple serbe sont innombrables et notre rapport deviendrait trop étendu, si nous voulions retracer la situation dans les pays serbes occupés par la Bulgarie, comme nous l'avons fait par rapport au domaine gouverné par l'Autriche-Hongrie. Ce n'est d'ailleurs point nécessaire. *Tout ce qui a été dit plus haut sur l'administration austro-hongroise est exact aussi pour celle de la Bulgarie avec cette différence seulement que ce qui a été dit sur l'Autriche-Hongrie doit être élevé au carré lorsqu'il s'agit de l'administration bulgare.*

Les tribunaux, quelque mauvais qu'ils soient, existent au moins dans la partie austro-hongroise. On y essaye, au moins de temps en temps, de revêtir une espèce de forme légale, le despotisme des autorités. On y ménage parfois, ne fût-ce qu'en apparence, l'opinion politique. On s'y sent, ne fût-ce que dans une très petite mesure, lié par de vagues règles de droit international et de morale

Tout cela cesse complètement dès qu'on entre dans le domaine de l'administration bulgare. *Passée la Morava, c'est l'Asie qui commence.* Les classes dominantes de la Bulgarie ont prouvé que, si elles ne sont pas d'aussi bonnes alliées des Turcs, elles ont su profiter de leur exemple et ne le leur cèdent en rien. La partie bulgare de la Serbie occupée ne connaît pas de tribunaux ! Ce n'est que tout récemment qu'un tribunal a été installé à Nisch, tribunal qui doit suffire pour tout le territoire occupé de la Serbie. La police, qui se recrute dans la lie de la population, y exerce

un pouvoir illimité. La liberté personnelle et la vie de tout citoyen serbe dépendent exclusivement de l'arbitraire de n'importe quel agent de police ou gendarme bulgares. Les bastonnades infligées aux hommes, femmes, enfants et vieillards sont plus nombreuses encore qu'en territoire austro-hongrois. Les vieillards de plus de 60 ans (et cela non seulement dans les villages, mais aussi dans les villes), reçoivent 75 coups de bâton s'ils ne saluent pas un gendarme. Une femme dont la maison est habitée par un officier bulgare — qui évidemment ne paie rien à la propriétaire — reçoit 25 coups de bâton si l'officier a l'impression que la nappé de sa table n'est pas aussi belle que celle de la propriétaire. Un juge serbe de la ville de Tehoupria — homme d'éducation supérieure — doit tous les jours scier du bois pour les instituteurs bulgares qui habitent gratuitement chez lui, s'il veut échapper à la bastonnade. Et l'on pourrait citer d'innombrables exemples de ce genre. Les Serbes de cette région sont condamnés à un véritable esclavage semblable à celui qu'ils subissaient il y a 50 ans sous le joug turc.

On voit dans le domaine austro-hongrois, du moins, une apparence d'ordre public. Quant au domaine occupé par les Bulgares, la sûreté publique la plus élémentaire n'y est même pas garantie. Les autorités bulgares se servent toujours sous la menace de la peine de mort, d'exactions et de contributions, de sorte que bien des Serbes ont dû fuir de l'autre côté de la Morava, dans le domaine autrichien. Des bandes de brigands innombrables, tolérées par les autorités et pillant et assassinant tout le monde, circulant dans tout le domaine. Il arrive même assez souvent que des bandits sont des compagnons secrets des officiers, des agents de police et de gendarmes bulgares. Tels sont les autorités qui règnent aujourd'hui dans la Serbie occupée. C'est ainsi qu'elles font le bonheur de la Macédoine et la Serbie libérée de l'Est.

Les limites de notre rapport ne nous permettent pas de peindre tous ces abus en détail. C'est pourquoi nous nous bornerons à signaler encore quelques *spécialités* de l'administration d'occupation bulgare d'un caractère tellement particulier, qu'on n'en voit même point d'exemple dans le domaine austro-hongrois.

## I. LA POLITIQUE DE DÉNATIONALISATION.

L'administration austro-hongroise a déjà manifesté une certaine tendance à modifier la culture nationale des Serbes et des aspirations vers la « croatisation » et la « magyarisation » de la jeunesse scolaire. Elle a fait également des tentatives de propagande cléricale parmi la population, qu'elle voulait voir imprégnée de cet esprit. Mais elle a atteint dans ce domaine de bien faibles résultats. La tentative de cléricaiser la population serbe était vouée dès le commencement à un échec, parce que les Serbes sont, au point de vue religieux, un peuple très émancipé. *L'église*, comme institution politique et sociale n'a aucune importance et aucune puissance dans notre pays. Le clergé n'a que fort peu d'influence sur la vie politique. Ce ne sont pas les prêtres qui attirent les masses populaires. Ce sont au

contraire les masses qui exercent une influence sur le clergé. Les prêtres qui se sont voués énergiquement à la cause démocratique ont seuls un certain rôle dans notre pays.

Mais tout ce qui a été fait sous ce rapport, dans le domaine austro-hongrois, ne peut même pas être comparé à la politique de dénationalisation faite par les Bulgares. Les cercles dirigeants bulgares *nient en principe l'existence de la nation serbe* dans tout le domaine qu'ils ont conquis, bien que ce soit justement ce domaine là qui ait fourni à notre pays les plus grands héros nationaux, qui, il y a cent ans, lors de la révolution serbe, ont combattu pour la libération et l'indépendance de la Serbie et qui sont morts pour elle (Stevan Sindjelitch près de Niche, Hajduk Veljko, près de Negotin, etc.). Mais celui qui se déclarerait aujourd'hui, dans ce domaine occupé, membre de la nation serbe et voudrait insister sur cette qualité, serait immédiatement inculpé de haute trahison et prononcerait contre lui-même la peine de mort. Tous les écrits serbes, non seulement les livres des bibliothèques publiques, mais même ceux qui se trouvent dans les appartements privés, sont réquisitionnés et brûlés. Il est expressément défendu, même dans la conversation privée, de parler serbe.

L'organe du domaine allié — celui du gouvernement militaire austro-hongrois, est sévèrement interdit dans tout le domaine occupé par les Bulgares, uniquement parce qu'il paraît en langue croate, c'est-à-dire serbe puisque « croate » et « serbe » ne sont que deux noms différents pour la même langue et la même nation. Il est également catégoriquement interdit de porter des noms serbes. Un des signataires du présent mémoire, Popovitch, n'a pu obtenir son passeport pour aller de Tjuprija (une ville située dans le domaine occupé par les Bulgares), à Belgrade, en janvier 1916, que comme Popov, c'est-à-dire comme Bulgare. Les enfants nouveaunés n'ont été baptisés par les prêtres bulgares qu'avec des noms bulgares, de sorte que les fidèles devront les faire baptiser à nouveau après la guerre. On n'enseigne que la langue bulgare dans les écoles populaires, où l'enseignement est fait par des maîtres et des maîtresses bulgares. Il en est de même pour les églises. Tous les postes de professeurs et de prêtres, toutes les fonctions de l'administration municipale sont occupés par les Bulgares. Sur tout le territoire occupé par les Bulgares on ne trouve pas *un seul* professeur ou prêtre serbe : tous sont internés ou bien assassinés, sauf ceux qui ont été obligés, sous menace de mort, de souscrire une déclaration disant qu'ils sont *Bulgares* et que les districts occupés par les Bulgares sont tous pays bulgare ! On a agi de même à l'égard des autres fonctionnaires serbes, à très peu d'exception près. Comme preuve nous ne citerons que quelques exemples, qui ne sont particulièrement gravés dans notre mémoire parce que nous ne pouvions, pour des raisons faciles à comprendre, emporter de notre pays des matériaux systématisés et des données écrites. Les voici.

1<sup>o</sup> Dans la ville de Vranja on a tué : Axentije Michitch, prêtre, et Georges Antitch, ancien député au Parlement de cette ville ;

2<sup>o</sup> Au mois de novembre 1915 on a emmené, une nuit, de la ville de

Leskovaz, après leur avoir lié les mains, le grand prêtre Stevan Komne-  
novitch, les prêtres Michailo Ignjatovitch, Josif Popovitch, Trandafil  
Kocitch, Svetolik Antonijevitch et un maître d'école Marko Jokovitch.  
Deux ans se sont écoulés depuis sans qu'aucun de ces hommes ait donné  
signe de vie à leurs familles, comme le font généralement tous les autres  
internés. Mais les paysans ont trouvé plus tard, non loin de l'embouchure  
de la Morava, quelques cadavres, victimes d'une mort violente, avec de  
longs cheveux et de longues barbes (les prêtres orthodoxes de l'Orient  
portent tous, conformément à leur ordre, de longs cheveux et une longue  
barbe). Il n'y a point de doute que ce soient ces pauvres, traîtreusement  
tués ;

3<sup>o</sup> Les autorités bulgares ont emmené une nuit de Vlasotinci le prêtre  
Onufrije Popovitch. Quelque temps après, la famille de ce prêtre a trouvé  
sa tête cachée sous un tas de pierres ;

4<sup>o</sup> Dans le village de Prekoptelica, les autorités bulgares ont commencé  
par piller la maison d'un prêtre, Petar Cvetkovitch pour lui enlever 5.000  
dinars en or, et elles ont fini par l'assassiner ;

5<sup>o</sup> Le 5 novembre 1915, les autorités bulgares ont emmené 24 *prêtres  
serbes* de la ville Niche, parmi lesquels se trouvaient Luka Marjanovitch,  
Jovan K. Popovitch, Janko Jankovitch, Marko Jankovitch, Dobrossav  
Markovitch et Kojitch. Aucun d'eux n'a plus jamais donné signe de vie  
à sa famille ;

6<sup>o</sup> Le 19 novembre 1915 on a emmené de Niche un autre groupe de  
prêtres, parmi lesquels se trouvaient Cvetko Bogdanovitch, Georges Jan-  
kovitch et Milan Cvetkovitch, dont on ne sait jusqu'ici ce qu'ils sont deve-  
nus ou plutôt, on ne le sait que trop bien ;

7<sup>o</sup> Le 14 novembre 1915 on a emmené de Niche Vassa Milovanovitch,  
fonctionnaire en retraite, frère du feu ministre des Affaires étrangères et  
ministre-président serbe, Dr. Milovan Milovanovitch. Sa femme, déses-  
pérée, s'adressa enfin au général bulgare Ratcho Petrow, ancien ami per-  
sonnel du Dr. Milovanovitch. Le général Petrow lui envoya le rapport  
officiel suivant : « Le nom de Vassa Milovanovitch ne se trouve pas sur la  
liste des internés ».

8<sup>o</sup> Trois prêtres, Georges Petrovitch, Sima Jovanovitch et Vladimir  
Ratchitch ont été emmenés de la ville Zajetchar. Ils furent tous les trois  
assassinés sur le chemin de Vidin et leurs cadavres furent jetés dans un  
fossé, où les chiens du village les dévorèrent. Les paysans n'ont plus retrouvé,  
pour les enterrer, que les os des cadavres ;

9<sup>o</sup> Le prêtre Pavle Jovanovitch, du village Veliko Jasikovo, a été tué  
de la même manière. Sa femme trouva ensuite son cadavre qu'elle fit  
enterrer ;

10<sup>o</sup> Au mois de mars dernier, quatre citoyens de la ville Prokuplje  
et un prêtre, Radivoje Vutchinovitch, ont été *égorgés* en pleine rue publi-  
quement par les Bulgares ;

11<sup>o</sup> Le prêtre Trajko du village Turekovac a été emmené et on n'a  
plus entendu parler de lui. Sa fille, Zaza, accusée d'avoir été en relations

secrètes avec les komitadchis serbes, fut pendue. Mais avant de la faire pendre on lui a fait subir des tortures atroces en la faisant bâtonner au moyen d'un fil de fer barbelé. La sœur de Zaza, la femme d'un libraire, Z. Obrenovitch de Leskovatz, a été battue d'une manière tellement cruelle qu'elle perdit non seulement les dents, mais qu'elle devint folle deux jours après l'exécution. Elle mourut peu de temps après. Le frère de Zaza, le prêtre Vassa fut également emmené et assassiné, ainsi que son fils, un jeune garçon de 16 ans ! Et toutes ces victimes ont été faites d'une seule et même famille !

## 2. DÉPORTATION ET EXTERMINATION DE LA POPULATION SERBE.

Un très grand nombre de Serbes qu'on ne parvient pas à tuer en Serbie sont déportés en Asie-Mineure. Des familles entières de la Serbie de l'Est, femmes, enfants, vieillards, sont arrachés par force à leurs foyers et traînés en Asie-Mineure. Et ce n'est point là une punition personnelle et individuelle. *C'est tout un système correspondant à une politique déterminée* On veut éloigner d'abord de cette partie de la Serbie tous les éléments capables de déployer une force de résistance nationale et les exterminer, pour se mettre ensuite à bulgariser le reste de la population. Il va de soi qu'on s'est fixé là un but irréalisable, puisque la Serbie de l'Est ne ressemble en rien à la Macédoine au point de vue national. La population slave de la Macédoine devient facilement serbe ou bulgare. Quant à la Serbie de l'Est elle a une physionomie nationale et culturelle beaucoup trop accentuée pour se laisser dénationaliser. Vouloir bulgariser cette partie de la Serbie est aussi stupide que le serait de la part de nos cercles dirigeants une tentative de serbiser la ville Sofia ou le domaine bulgare attenant à la Serbie.

Ces procédés de dénationalisation, que les Bulgares ont empruntés aux Turcs, ne peuvent avoir pour résultat qu'une extermination barbare de la population serbe, innocente et non protégée. Des familles serbes innombrables, déportées en Asie-Mineure dans des conditions épouvantables sont toutes condamnées à mourir. Ces déportations ne sont en réalité que des exécutions des Serbes en masses, toutes pareilles à celles qui ont été organisées par Abdul-Hamid contre les Arméniens.

*La révolte du mois de mars dernier* qui éclata dans la Serbie du Sud-Est, sur le territoire bulgare surtout, donna aux autorités bulgares une belle occasion de manifester toute la cruauté bestiale dont ils sont capables. Il serait difficile de dire exactement comment cette révolte a pu avoir lieu. Mais ce qui est hors de doute, c'est que la population civile serbe n'y était presque pour rien. Toute l'insurrection fut organisée et exécutée par des soldats et des Komitadchis serbes qui avaient réussi à échapper aux autorités. Ces éléments conspirateurs furent très probablement soutenus par les déserteurs bulgares et austro-hongrois, mécontents de leur condition. Ce fut cependant la population innocente qui eut à répondre de toute cette affaire. Comme la population serbe avait été désarmée par les autorités depuis le commencement de l'occupation, elle était hors d'état de

s'opposer aux insurgés et de leur résister. Elle dut *volens nolens* leur fournir la nourriture, le logement et les servir dans d'autres occasions. Il va de soi, que tous ces actes furent interprétés immédiatement par les autorités bulgares et austro-hongroises comme une participation directe à la révolte, et qu'ils furent punis de mort. Et quand ces pauvres gens essayaient de se défendre auprès des autorités, leur expliquaient qu'il était matériellement impossible de résister aux insurgés, ils recevaient presque toujours des réponses d'un cynisme incroyable. Par exemple : « Votre devoir était de vous opposer à toutes les exigences qui venaient de la part de ces hommes et de vous laisser tuer au besoin. Mais puisque vous n'avez pas voulu être tués par eux, nous les remplacerons. »

20.000 Serbes environ ont été tués sous ce prétexte, dont 3.000 au plus qui avaient réellement pris part à la rébellion. Tous les autres appartenaient à la population civile innocente. Ce sont les Bulgares qui sont responsables de la plus grande partie de ces massacres. On n'épargnait ni les femmes, ni les enfants. La femme d'un ancien député du Parlement, Gaja Nikolitch, a été fusillée après avoir été gardée en arrestation pendant huit jours sans eau et sans pain, pour avoir fondé à Lebane, au moment de la révolte, un hôpital, afin de soulager les victimes de l'insurrection. Des milliers innombrables de femmes et d'enfants ont été internés et d'autres jetés dans les cachots. 36 villages autour de Leskovatz ont été complètement exterminés. Des familles innombrables sont restées sans feu ni lieu. Presque toute la population masculine de Niche, 4.000 hommes environ, a été emmenée. Une partie a été expédiée en chemin de fer à Pirot, le reste dut s'en aller à pied et ne revint plus jamais. Un fonctionnaire de police des environs de Niche s'est glorifié plus tard, en société, d'avoir égorgé à lui seul, près de 30 Serbes. « C'était assez compliqué au commencement, racontait cet homme de grand mérite, il fallait toujours donner plusieurs coups de couteau, mais quand j'en ai acquis peu à peu l'habitude, l'opération alla à merveille, un seul coup et l'homme était tué ». Il est probable que ce patriote bulgare, si zélé aura un peu exagéré et quelque peu défiguré les faits réels. Il n'en reste pas moins vrai, que ce récit est extrêmement caractéristique pour la mentalité des occupants bulgares.

La cruauté des autorités bulgares est si grande et si révoltante, qu'elle finit parfois par indigner les soldats allemands qui s'y trouvent en garnison et qui essayent même de prendre sous leur protection la population serbe maltraitée par leurs alliés. Les rapports entre les Allemands et les Bulgares, dans les garnisons mélangées, sont très tendus. C'est ainsi que la ville de Niche, par exemple, est divisée par la rue principale, en deux zones rigoureusement séparées. Le soldat Allemand n'a le droit de passer la zone bulgare qu'après une autorisation spéciale et seulement pour les besoins de service. Il en est de même pour le soldat bulgare. La barbarie des cercles bulgares dirigeants, dépasse vraiment toutes les limites.

---

## Conclusion.

Notre but, en rédigeant ce mémoire, a été d'exposer au monde entier les crimes commis par les cercles dirigeants bulgares et austro-hongrois envers les Serbes et les flétrir comme ils le méritent. Mais nous ne songeons pas un seul instant à identifier les peuples avec ceux qui les dirigent. Nous ne voulons point prêcher la vengeance contre le peuple bulgare, ni contre la nation de la monarchie voisine. Les soldats austro-hongrois, bulgares et allemands ont presque toujours manifesté leur sympathie et leur compassion pour le peuple serbe sous l'horrible crise que celui-ci subit actuellement. Les peuples ne sauraient jamais éprouver pendant longtemps une haine profonde les uns contre les autres. Ils peuvent être tout au plus dérouterés ou éblouis pour un certain temps par les chauvinistes et les hommes de pouvoir. Aux premiers mois de l'occupation, les soldats allemands partageaient souvent leur nourriture avec les femmes et les enfants serbes. Comme on voit, les femmes serbes partageaient leur pauvre ration de pain avec les soldats austro-hongrois affamés qui allaient d'une maison à l'autre pour mendier de la nourriture. C'est là que se manifeste d'une façon touchante cette solidarité spontanée de la grande classe internationale, la classe de ceux qui sont opprimés, exploités, privés de leurs droits, qui ne se divisent point en occupants et occupés et dont la misère est également grande dans les deux camps.

1<sup>o</sup> Nous voulons engager le comité Russo-Hollando-Scandinave à développer une activité énergique en faveur de la protection de la population serbe qui n'a été protégée par personne et oubliée par tout le monde jusqu'ici. Nous voulons le prier, en première ligne, d'agir sur les socialistes des puissances centrales, afin que ceux-ci combattent la politique de leurs gouvernements dans la Serbie occupée.

2<sup>o</sup> Nous voulons surtout pousser les socialdémocrates d'Autriche-Hongrie et de Bulgarie à développer une activité plus énergique, au Parlement et en dehors du Parlement, afin de contribuer à sauver les derniers restes du peuple serbe dans les domaines occupés. Leur premier devoir serait d'exiger immédiatement auprès de leurs gouvernements que tous les Serbes internés soient renvoyés chez eux. Ils devront exiger ce retour à la liberté non seulement pour les internés civils, mais aussi pour les prisonniers de guerre qui sont en somme, à très peu d'exception près, séparés depuis la première guerre balkanique, pendant cinq ans déjà, de leurs familles. Il n'y a vraiment aucune nécessité militaire de garder ces pauvres gens dans les camps. Ils sont tous désarmés et, d'ailleurs, même en rentrant en Serbie, ils se trouveront toujours sur le territoire occupé par les Austro-Hongrois et les Bulgares et toujours sous le pouvoir illimité des occupants.

3<sup>o</sup> Nous voulons attirer l'attention de tout le monde civilisé sur la misère effrayante qui règne en ce moment en Serbie, pour qu'on apporte une assistance rapide avec de l'argent et des vivres, à ce peuple délaissé jusqu'ici. En dehors des deux visites, celle de la mission américaine et celle de la

mission suisse, qui sont venues l'an dernier distribuer un peu de nourriture et de vêtements à la population de Belgrade, tout ce que la Serbie a reçu jusqu'ici de l'Europe, et de ses alliés en particulier, n'a été que des mots.

4° Nous voulons que le Gouvernement serbe, ainsi que les autres gouvernements de l'Entente, manifestent plus d'intérêt à la population serbe, qui est vraiment hors d'état dans les conditions actuelles, de supporter toute seule la dernière phase de la guerre.

5° Et nous tenons à prouver par ce mémoire, que le besoin vital du peuple serbe n'est pas la prolongation de la guerre, mais la conclusion rapide de la paix. Ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra empêcher la ruine définitive du peuple serbe et que les prolétaires de tous les pays pourront asseoir sur le banc des accusés leurs gouvernements respectifs pour les crimes que ceux-ci ont commis durant la guerre, crimes qui, selon l'expression si juste du dernier Congrès du Parti social-démocrate à Vienne, ont été non seulement des actes de violence contre les peuples asservis, mais aussi un forfait contre les peuples, au nom desquels ils ont été commis.

Stockholm, le 10 novembre 1917.

*Pour la Socialdémocratie serbe :*

Douchan POPOVITCH, secrétaire du Parti.

J. KATZLEROVITCH, député.

---

Pour qu'on ne comprenne pas que les délégués de notre parti demandent la paix à tout prix, nous considérons de notre devoir de rappeler ici le Memorandum que nos camarades de parti ont présenté à la Commission Russo-Hollando-Scandinave dans lequel ils réclament la délivrance de notre peuple tout entier du joug austro-magyar. Les journaux allemands ont inventé que le député Katzlérovitich a demandé au gouvernement serbe la conclusion immédiate de la paix séparée. Le député Katzlérovitich a envoyé de Stockholm au Bureau de la Presse Serbe à Genève en date du 28 décembre 1917 la déclaration suivante :

« Les *Beogradske Novine* du 19 décembre ont publié d'après la *Deutsche Zeitung* la nouvelle d'après laquelle j'aurai envoyé au gouvernement serbe et au nom du parti socialdémocrate serbe une proclamation avec la demande d'entamer sans tarder des négociations en vue d'une conclusion de paix immédiate.

« Si cette nouvelle n'avait pas une tendance toute particulière par rapport à la source dont elle émane, je n'y aurais même pas répondu. Je déclare que personnellement je n'ai envoyé aucune proclamation au gouvernement serbe. Quant au parti socialdémocrate serbe, il a déjà exposé son point de vue dans son Memorandum publié à Stockholm ».

Dr.

5